

Bulletin d'histoire politique

Mourad Djebabla-Brun, *Combattre avec les vivres. L'effort de guerre alimentaire canadien en 1914-1918*, Québec, Septentrion, 2015, 473 pages

Caroline Durand

B
H
P

Volume 25, numéro 3, printemps 2017

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1039759ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1039759ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Durand, C. (2017). Compte rendu de [Mourad Djebabla-Brun, *Combattre avec les vivres. L'effort de guerre alimentaire canadien en 1914-1918*, Québec, Septentrion, 2015, 473 pages]. *Bulletin d'histoire politique*, 25(3), 294–297. <https://doi.org/10.7202/1039759ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

é
rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

Mourad Djebabla-Brun, *Combattre avec les vivres. L'effort de guerre alimentaire canadien en 1914-1918*, Québec, Septentrion, 2015, 473 pages

CAROLINE DURAND
Trent University

Dans *Combattre avec les vivres. L'effort de guerre alimentaire canadien en 1914-1918*, Mourad Djebabla-Brun montre comment l'expérience du premier conflit mondial a préparé l'interventionnisme étatique fédéral qui s'installera dans les années 1940. Si quelques aspects de l'effort alimentaire canadien lors de cette guerre ont été explorés ailleurs, *Combattre avec les vivres* se veut la première étude exhaustive sur le sujet. Fondée sur un examen approfondi de publications gouvernementales, de politiques, de lois, de règlements et de la presse, cette monographie décrit avec force détails les mesures mises en place pour augmenter la production agricole et limiter la consommation alimentaire, ainsi que la réaction de divers segments de la population à cette série de politiques alors sans précédent.

Quoique plusieurs des politiques abordées concernent l'ensemble du Canada, l'auteur a choisi de se concentrer sur trois provinces pour mieux saisir certaines réalités locales et démontrer toute la diversité des acteurs qui ont contribué à ce pan de l'effort de guerre. Il se penche sur le cas du Québec, en raison de ses particularités sociales, culturelles et politiques, sur celui de l'Ontario, pour l'intensité du sentiment impérialiste qui animait sa population, et sur celui de la Saskatchewan, pour inclure les Prairies et leur production céréalière. Toutefois, les Maritimes ne sont pas représentées, ce qui nous semble quelque peu malheureux étant donné la promotion du poisson comme aliment de substitution à la viande et le rôle joué par le port d'Halifax dans l'exportation des vivres. Néanmoins, avec trois provinces, Mourad Djebabla-Brun dispose d'un large éventail de sources dont il tire un foisonnement d'informations.

Le premier chapitre aborde toutes les campagnes conduites de 1915 à 1918 visant à accroître la production alimentaire nationale. Il décrit le rôle

des provinces qui, par leurs ministères de l'Agriculture, participent à la mobilisation du monde rural. Durant tout le conflit, le mot d'ordre est simple : il faut augmenter la production alimentaire, et en particulier, celle du blé et de la viande. Les mesures incitatives sont nombreuses : conférences, publications, discours, programmes d'achat de semences et de machinerie agricole, possibilités de location de terres sur les réserves autochtones visent à convaincre les agriculteurs de produire plus. Ces derniers sont surtout convaincus par la perspective de remplir leur devoir tout en réalisant des profits. Au Québec, l'importance de la ruralité dans la définition de l'identité canadienne-française fait en sorte que les exhortations à la surproduction trouvent des appuis politiques et religieux considérables. L'agriculture n'y est pas promue comme un devoir envers l'Empire britannique, mais comme une obligation envers le Canada français. Malgré la vigueur et la variété des moyens mis en place, des obstacles subsistent : certains agriculteurs sont peu réceptifs aux conseils dont ils sont bombardés et préféreraient des mesures d'aide plus concrètes. Le manque de main-d'œuvre et les aléas de la météo jouent aussi contre l'effort de guerre. Lorsque la pénurie de vivres devient plus criante, le gouvernement conduit des campagnes concernant la production alimentaire à petite échelle. Les ménages sont encouragés à élever des porcs ou à jardiner pour leur propre consommation, libérant ainsi des aliments précieux pour l'exportation. En fin de compte, la production nationale augmente bel et bien, et la Première Guerre mondiale fut une période très prospère pour les agriculteurs canadiens.

La principale difficulté rapportée par les agriculteurs canadiens est liée au recrutement d'une main-d'œuvre expérimentée et efficace. Toute la seconde section de l'ouvrage concerne cette question. Le Canada est profondément divisé au sujet des effectifs agricoles et militaires. La presse rurale et certains politiciens provinciaux encouragent les fermiers à se concentrer sur la production alimentaire et insistent sur l'importance des ouvriers agricoles. Les efforts d'embauche, appuyés par le gouvernement fédéral, sont nombreux. Mais dans les grandes villes et au ministère de la Milice, on estime que les ruraux profitent de la guerre et ne font pas leur juste part dans les tranchées. L'auteur souligne qu'en Saskatchewan, en Ontario et au Québec, les agriculteurs et leurs fils sont peu nombreux à se porter volontaires pour le front. Cela contribue à la mauvaise réputation du Québec, encore très rural, mais la Saskatchewan affiche aussi un bas taux de recrutement. À Ottawa, les objectifs militaires priment, et la conscription est imposée en 1917. Les divisions entre urbains et ruraux s'accroissent : les agriculteurs de partout au pays clament qu'il est dans l'intérêt du Canada et des Alliés de maintenir les ressources humaines nécessaires à la production alimentaire. Si, dans les débats sur la conscription, le Québec se distingue par son nationalisme et par la violence de

l'opposition, le Canada anglais rural insiste autant sur la valeur des vivres. Le gouvernement exempte d'abord des dizaines de milliers de jeunes hommes ruraux estimés indispensables, mais en 1918, les débats reprennent lorsque plus de 40 000 exemptions sont annulées. L'image d'Ottawa sort meurtrie de ce désaccord : les agriculteurs croient qu'en exigeant de produire plus tout en décrétant la conscription, l'État manque de cohérence et impose des contraintes excessives.

Les consommateurs sont aussi mobilisés dans l'effort de guerre : on leur demande de réduire leur consommation d'une panoplie de denrées. Le gouvernement compte surtout sur le volontariat, quoique quelques lois soient également mises en place pour limiter l'entreposage de certains aliments et tenter de contrôler la consommation dans des lieux publics. Une abondante propagande invoque le patriotisme, le sens du devoir et l'esprit de sacrifice pour inciter la population à manger moins. Si plusieurs groupes sociaux, dont le clergé et les femmes de l'élite, embrassent ces valeurs, d'autres, dont les membres de la classe ouvrière, jugent ces conseils bien mal venus en raison de l'inflation galopante qui limite déjà leur pouvoir d'achat. Le libre marché continue de déterminer les prix, mais plusieurs Canadiens critiquent sévèrement l'État sur son refus d'imposer un contrôle et de limiter la hausse du coût de la nourriture.

Combattre avec les vivres révèle l'importance centrale de l'agriculture et de l'alimentation dans l'effort de guerre. Il jette un éclairage nouveau sur une division nationale tout aussi profonde que celle qui opposait Canadiens français nationalistes et Canadiens anglais impérialistes, soit celle entre les ruraux et les urbains. Malgré tout son mérite, l'ouvrage souffre cependant de quelques faiblesses dans sa structure et dans certains aspects théoriques. Les chapitres sont longs, l'information est dense et parfois répétitive. À l'occasion, le lecteur se perd dans la multiplication des exemples. Ainsi, les solutions explorées pour tenter de régler le manque d'ouvriers agricoles occupent près de cent pages ; plus de concision n'aurait pas nui à l'exposition des faits. D'autre part, certains éléments de l'analyse du discours se trouvent éparpillés dans plusieurs sections. Des aspects comme le genre, le nationalisme canadien-français et le sentiment impérialiste sont abordés à différentes reprises et auraient peut-être été examinés plus finement dans des sections thématiques bien définies. Au plan théorique et conceptuel, l'auteur aurait pu approfondir ses observations et ses conclusions sur la signification de cette première expérience interventionniste au Canada. Quelle en fut la portée sur le plan de la gouvernamentalité, de la conception de l'État et de la construction sociale du citoyen ? S'agissait-il d'une mesure de guerre justifiée par l'impérialisme, ou d'une remise en cause fondamentale du rôle de l'État et de ses relations avec la population ? Même si ces questions restent en suspens, *Combattre*

avec les vivres documente efficacement ce prélude à la centralisation et à l'interventionnisme du gouvernement fédéral et contribue de manière appréciable aux nouvelles recherches qui explorent les aspects politiques de l'alimentation.